

Sous-commission paritaire pour les services des aides familiales et des aides seniors

SCP 318.01

Convention collective de travail du 21 mai 2007 fixant le montant et les modalités d'octroi et de liquidation d'un avantage social complémentaire à charge du Fonds social pour les services des aides familiales et des aides seniors, dans les services subsidiés par La Région wallonne, la Communauté germanophone, la Commission communautaire française et la Commission communautaire commune de la Région de Bruxelles-Capitale.

CHAPITRE I - CHAMP D'APPLICATION

Art. 1

La présente convention collective de travail s'applique aux travailleurs et aux employeurs des services qui ressortissent à la Sous-commission paritaire 318.01.

Par "travailleurs", on entend les aides familiales et aides seniors, les aides ménagères, les gardes à domicile, les gardes d'enfants malades et les ouvrières et ouvriers, ainsi que toute personne occupée dans un programme de remise à l'emploi.

Par "travailleur à temps plein", on entend tout travailleur dont le régime de travail est supérieur à 50% du régime de travail en vigueur dans les services visés ci-dessus.

Par "travailleurs à temps partiel", on entend tout travailleur dont le régime de travail est inférieur ou égal à 50% du régime de travail en vigueur dans les services visés ci-dessus.

Par "exercice social", on entend la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre.

CHAPITRE II - OBJET

Art. 2

Les travailleurs occupés par un des services visés à l'article 6 de la convention collective de travail du 18.11.2002 instituant un fonds de sécurité d'existence et en fixant ses statuts, dénommé "Fonds Social pour les services des aides familiales et des aides seniors" ont droit à un avantage social complémentaire à charge du fonds précité dans les conditions fixées par la présente convention collective de travail.

CHAPITRE III - CONDITIONS D'OCTROI

Art. 3 Principe général

§ 1. Pour bénéficier du montant total de l'avantage social, les travailleurs visés à l'article 1^{er} doivent remplir au 1^{er} janvier de l'exercice social précédent les conditions suivantes:

a) être affiliés à une des organisations représentatives des travailleurs, à savoir :

- La Centrale des Travailleurs, de l'alimentation, de l'hôtellerie et des Services (FGTB);
- La Centrale générale des Syndicats Libéraux de Belgique (CGSLB);
- La Centrale Nationale des Employés (CNE);
- Le Syndicat des Employés, Techniciens et Cadres (SETCA);

b) être liés par un contrat de travail à l'un des services visés à l'article 1.

§ 2. Il est octroyé aux bénéficiaires qui, au cours de l'exercice social précédent, ne répondent pas durant 12 mois aux conditions reprises à l'article 3 § 1, un avantage social sur base de 1/12ème du montant annuel total, par mois **presté** ou assimilé tel que défini dans l'annexe à la présente convention collective de travail.

Art. 4 Dérogations

§ 1. Les travailleurs, qui répondent aux conditions de l'art. 3 § 1 et bénéficiant d'une pause-carrière complète, n'ont droit à l'avantage social complémentaire qu'à concurrence maximum des 12 premiers mois de la prise en cours de l'interruption de carrière.

§ 2. Les travailleurs malades, qui répondent aux conditions de l'art.3 § 1, ont droit à l'avantage social complémentaire à concurrence des 36 premiers mois de la suspension de leur contrat.

On entend par période de maladie :

- Les périodes d'incapacité totale résultant d'un accident de travail ou d'une maladie professionnelle;
- Les périodes d'incapacité totale due à un accident ou une maladie autre que professionnel.

§ 3. Les travailleurs, pensionnés au cours de l'exercice social précédent et répondant à la condition de l'art. 3 § 1 a), ont droit à l'avantage social complémentaire complet.

§ 4. L'époux du travailleur qui répondait à la condition de l'art. 3 § 1 et qui est décédé au cours de l'exercice social précédent a droit à l'avantage social complémentaire complet.

§ 5. Les prépensionnés, qui répondent à la condition de l'art. 3 § 1 a) et qui ont été liés par un contrat de travail au dernier jour de leur carrière professionnelle à l'un des services visés à l'art. 1, ont droit à l'avantage social complémentaire jusqu'à ce qu'ils aient atteint l'âge légal de la pension.

Art. 5

Pour le calcul de l'avantage social visé à l'art.3, il faut entendre par mois, tout mois au cours duquel le contrat de travail a pris cours au plus tard le quinze ainsi que tout mois au cours duquel le contrat de travail a pris fin après le quinze.

CHAPITRE IV - MONTANT

Art. 6

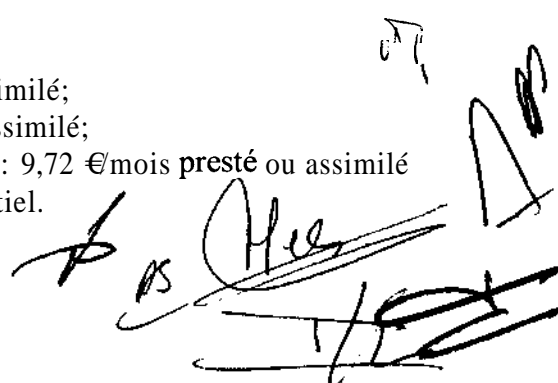
Le montant de l'avantage social complémentaire est fixé comme suit:

§ 1. Pour les travailleurs visés sous l'art. 3 § 1, l'art. 4 §§ 1 à 5 :

- a) Les travailleurs à temps plein: 116,51 €
- b) Les travailleurs à temps partiel: 78,09 €
- c) Les travailleurs qui connaissent les deux régimes de travail: 9,72 €/mois **presté** ou assimilé à temps plein + 6,52 €/mois **presté** ou assimilé à temps partiel.

§ 2. Pour les travailleurs visés sous l'art.3 § 2 :

- a) Les travailleurs à temps plein: 9,72 €par mois **presté** ou assimilé;
- b) Les travailleurs à temps partiel: 6,52 €par mois **presté** ou assimilé;
- c) Les travailleurs qui connaissent les deux régimes de travail: 9,72 €/mois **presté** ou assimilé à temps plein + 6,52 €/mois **presté** ou assimilé à temps partiel.



CHAPITRE V - MODALITES DE PAIEMENT

Art.7

Les employeurs visés à l'article 6 de la convention collective de travail du 18.11.2002 citée à l'art. 2 de la présente convention collective de travail, remettent avant le 15 mars à chaque travailleur occupé dans leur service au cours de l'exercice social précédent, un formulaire en deux parties dûment rempli et signé dont le modèle est arrêté par la Sous-commission paritaire 318.01.

Ces formulaires sont transmis aux employeurs par le fonds social pour les services des aides familiales et des aides seniors avant le 15 janvier.

Dès le deuxième exercice social de la prépension, le fonds social remet avant le 15 mars à chaque prépensionné un formulaire en deux parties dûment rempli et signé par le secrétaire dudit fonds dont le modèle est arrêté par la Sous-commission paritaire 318.01

Art. 8

Les personnes remplissant les conditions d'octroi visées aux articles 3 et 4 remettent à l'une des organisations des travailleurs mentionnées à l'article 3 § 1 a), dont elles sont membres, le formulaire en deux parties visé à l'article 7.

Cette organisation vérifie l'affiliation effective de l'intéressé(e) ainsi que la justification de son droit, calcule le montant de l'avantage social et émet un chèque au nom de l'intéressé(e). Le formulaire « prime syndicale » portera pour contrôle, un numéro d'ordre et le cachet d'une des organisations représentatives des travailleurs visés à l'article 3 § 1 a).

La vérification et le paiement ont lieu du 1^{er} avril au 15 septembre.

Les cas retardataires seront payés dans la période du 1^{er} avril au 15 septembre de l'année suivante.

Art. 9

Le Fonds social peut, sur demande d'une organisation syndicale, octroyer une avance sur les primes syndicale à payer aux travailleurs affiliés.

L'organisation syndicale doit spécifier à partir de quel compte bancaire, ouvrier ou employé, elle souhaite voir réaliser cette avance.

L'avance peut être demandée à partir du mois d'avril de chaque année et porte sur 80 % de la somme payée l'année précédente.


Art. 10

Avant le 15 octobre, chacune des organisations visées à l'article 3 § 1 a) fournit au fonds social un décompte reprenant le montant total des avantages sociaux payés, augmenté de frais administratifs y afférant tels que déterminés par le conseil d'administration du fonds social. Ce décompte est accompagné d'une copie du formulaire original.

Le fonds social remboursera les organisations des travailleurs dès réception de leurs décomptes partiels ou définitifs.

Les décomptes rentrés après la date limite du 15 novembre seront automatiquement honorés l'année suivante.

Les organisations des travailleurs sont tenues de conserver durant trois ans les formulaires de demande qui peuvent être contrôlés par les personnes désignées à cette fin par le conseil d'administration du fonds.



CHAPITRE VI - DISPOSITIONS FINALES

Art. 11

La présente convention collective de travail abroge et remplace à dater du 1^{er} janvier 2007 celle du 8 octobre 2001 fixant le montant et les modalités d'octroi et de liquidation d'un avantage social complémentaire, à charge du fonds social pour les aides familiales et seniors, par la Région wallonne, la Communauté germanophone et par la Commission communautaire française et la Commission communautaire commune de la Région de Bruxelles-Capitale.

Art. 12

La présente convention collective de travail entre en vigueur le 1^{er} janvier 2007. Elle est conclue pour une durée indéterminée.

Elle peut être résiliée par chacune des parties moyennant un préavis de trois mois signifié par lettre recommandée à la poste adressée au président de la Sous-commission paritaire 318.01.



Annexe à la convention collective de travail du 21 mai 2007 fixant le montant et les modalités d'octroi et de liquidation d'un avantage social complémentaire à charge du Fonds social pour les services des aides familiales et des aides seniors, dans les services subsidiés par La Région wallonne, la Communauté germanophone, la Commission communautaire française et la Commission communautaire commune de la Région de Bruxelles-Capitale.

Dans le cadre de l'application de la présente convention collective de travail, il faut entendre par journées **prestées** les journées ou parties de journées effectivement consacrées au travail.

Par journées assimilées, il faut entendre:

1. Les journées ou parties de journées non **prestées**, pour lesquelles l'employeur est tenu de payer une rémunération (par exemple: salaire garanti, jours fériés, petits chômages,...) ;
2. Les journées pendant lesquelles l'exécution du contrat de travail est suspendue en raison des vacances annuelles auxquelles les travailleurs ont droit en vertu des lois relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés;
3. Le sixième jour non **presté** de chacune des semaines de cinq jours, dans le cas où le travail hebdomadaire est réparti, au cours du trimestre, tantôt sur cinq, tantôt sur plus de cinq jours;
4. Les journées comprises dans les douze premiers mois de la période d'incapacité de travail partielle consécutive à une incapacité de travail temporaire totale, à condition que le pourcentage reconnu de l'incapacité temporaire partielle soit au moins égale à 66% ;
5. Les journées de repos de grossesse et d'accouchement: sept semaines (neuf en cas de naissance multiple) avant et huit semaines après les couches; si l'ouvrière n'a effectivement cessé son travail professionnel que moins de six semaines (huit en cas de naissance multiple) avant son accouchement, l'assimilation est prorogée d'un délai qui correspond à la période pendant laquelle elle a continué à travailler à partir de la sixième semaine (huitième en cas de naissance multiple) précédent son accouchement;
6. Les périodes reconnues d'allaitement;
7. Les journées de rappel ordinaire sous les armes dont la durée ne peut dépasser 74 ou 66 jours, selon que le travailleur participe ou non à la formation de cadres de réserve;
8. Les journées consacrées à l'accomplissement de devoirs civiques (tuteur, membre d'un conseil de famille, témoins en justice, juré, électeur, membre du bureau de vote);
9. Les journées consacrées à l'exercice d'un mandat public et d'obligations syndicales reprises à l'article 16, 9° et 10° de l'arrêté royal du 30 mars 1967 tel que modifié par l'arrêté royal du 20 juillet 1970 ;
10. Les journées de participation à des stages ou journées d'étude consacrées à la formation syndicale, organisées par les organisations représentatives des travailleurs ou par des instituts spécialisés reconnus par le Ministre compétent à raison de douze jours maximum par an ;
11. Les jours de grève et de **lock-out**, dans les conditions suivantes:
 - a) les travailleurs doivent avoir été effectivement occupés au moins un jour des vingt-huit jours successifs précédant le jour du début de la grève ou du lock-out;
 - b) la grève doit avoir été précédée d'une tentative de conciliation faite par un conciliateur, choisi par les parties ou à la demande de l'une d'elles, par le Ministre de l'Emploi et du Travail. Elle doit intervenir à l'expiration d'un préavis collectif de grève, notifié par une organisation syndicale représentée à la commission paritaire des services d'aide aux familles et aux personnes âgées. Ce préavis peut être signifié, au plus tôt, le septième jour qui suit la première réunion tenue par le conciliateur choisi ou désigné. Il est notifié, soit

Handwritten signatures and initials in the bottom right corner, including a large signature and several smaller initials.

par lettre recommandée à la poste adressée à chaque employeur individuellement, soit par l'insertion dans le procès-verbal d'une réunion de conciliation. Il prend cours le jour qui suit celui au cours duquel il est notifié et sa durée est d'au moins sept jours;

12. Les journées de chômage partiel;
13. La période de congé extra-légale accordée par l'employeur aux travailleurs étrangers qui rentrent dans leur pays;
14. Pour les jeunes travailleurs, la période d'école et la période comprise entre la date où ils quittent l'établissement scolaire et le début de leur premier contrat de travail (avec un maximum de quatre mois, cette limite est portée au 31 décembre pour les jeunes ayant terminé l'année scolaire).

Il y a lieu de calculer les droits de la même façon que prévu par la législation relative aux vacances annuelles des ouvriers, c'est-à-dire que le début du premier contrat de travail doit se situer dans les quatre mois après la fin des études; cette limite est portée au 31 décembre (soit environ six mois) pour les jeunes ayant terminé entièrement l'année scolaire.

Dans ce cas, la période encore passée à l'école, ainsi que la partie des quatre mois (ou six mois) non travaillée tombant entre la date où ils quittent l'école et le 31 décembre de l'année en cours, sont assimilées à des journées de travail normal.

A cluster of handwritten signatures and initials in black ink, located in the bottom right corner of the page. The signatures are stylized and overlapping, with some appearing to be initials like 'AS' and 'LH'.

Paritair Subcomité voor de diensten voor gezins- en bejaardenhulp**PSC 318.01**

Collectieve arbeidsovereenkomst van 21 mei 2007 tot vaststelling van het bedrag en de toekennings- en betalingsmodaliteiten van een aanvullend sociaal voordeel ten laste van het Sociaal Fonds door de diensten voor gezins- en bejaardenhulp, in de diensten gesubsidieerd door het Waalse Gewest, de Duitstalige Gemeenschap, de Franse Gemeenschapscommissie en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

HOOFDSTUK I - TOEPASSINGSGEBIED**Art. 1**

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werknemers en op de werkgevers van de diensten die ressorteren onder het Paritair Subcomité 318.01.

Onder "werknemers" wordt verstaan, de gezins- en bejaardenhulpen, de huishoudhulpen, de thuisoppas, de oppas voor zieke kinderen en de arbeiders en arbeidsters, evenals elke persoon tewerkgesteld in een programma tot bestrijding van de werkloosheid.

Onder "voltijdse werknemer" wordt verstaan, elke werknemer waarvan het arbeidsstelsel hoger is dan 50 % van het arbeidsstelsel dat van kracht is in voornoemde diensten.

Onder deeltijdse werknemer wordt verstaan, elke werknemer waarvan het arbeidsstelsel lager is dan of gelijk is aan 50 % van het arbeidsstelsel dat van kracht is in voornoemde diensten.

Onder "sociaal boekjaar" wordt verstaan, de periode van 1 januari tot 31 december.

HOOFDSTUK II -DOEL**Art. 2**

De werknemers tewerkgesteld in één van de diensten bedoeld in artikel 6 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 18.11.2002 tot oprichting van een fonds voor bestaanszekerheid en tot vaststelling van de statuten, genaamd "Sociaal Fonds voor de diensten voor gezins- en bejaardenhulp" hebben recht op een aanvullend sociaal voordeel ten laste van voornoemd fonds onder de voorwaarden bepaald door deze collectieve arbeidsovereenkomst.

HOOFDSTUK III - TOEKENNINGSVOORWAARDEN**Art. 3 Algemeen principe**

§ 1. Om het totaalbedrag van het sociaal voordeel te genieten, moeten de werknemers bedoeld in artikel 1 op 1 januari van het vorige sociaal boekjaar aan de volgende voorwaarden voldoen:

a) aangesloten zijn bij één van de representatieve werknemersorganisaties, namelijk:

- « La Centrale des Travailleurs, de l'alimentation, de l'hôtellerie et des Services » (ABVV);
- De Algemene Centrale der Liberale Vakbonden van België (ACLVB);
- « La Centrale Nationale des Employés » (CNE);
- « Le Syndicat des Employés, Techniciens et Cadres » (SETCA);

b) **door** een arbeidsovereenkomst gebonden zijn aan één van de diensten bedoeld in artikel 1.

§ 2. Aan de rechthebbenden, die tijdens het vorige sociaal boekjaar gedurende 12 maanden niet voldaan hebben aan de voorwaarden opgenomen in artikel 3 § 1, wordt een sociaal voordeel toegekend op basis van 1/12 van het totale jaarbedrag, per gepresteerde maand of gelijkgesteld, zoals bepaald in de bijlage bij deze collectieve arbeidsovereenkomst.

Art. 4 Afwijkingen

§ 1. De werknemers die voldoen aan de voorwaarden van art. 3 § 1 en een volledige loopbaanonderbreking genieten, hebben slechts recht op het aanvullend sociaal voordeel tot maximaal de eerste 12 maanden van de loopbaanonderbreking.

§ 2. De zieke werknemers die voldoen aan de voorwaarden van art. 3 § 1 hebben recht op het aanvullend sociaal voordeel tot de eerste 36 maanden van de schorsing van hun overeenkomst.

Onder ziekteperiode wordt verstaan:

- De periodes van volledige ongeschiktheid die voortkomen uit een arbeidsongeval of beroepsziekte;
- De periodes van volledige ongeschiktheid te wijten aan een ongeval of ziekte die niet met het beroep te maken hebben.

§ 3. De in het vorige boekjaar gepensioneerde werknemers die voldoen aan de voorwaarde van art. 3 § 1 a) hebben recht op het volledig aanvullend sociaal voordeel.

§ 4. De echtgenote van de werknemer die voldoet aan de voorwaarde van art. 3 § 1 en die overleden is tijdens het vorige sociale boekjaar heeft recht op het volledig aanvullend sociaal voordeel.

§ 5. De bruggepensioneerden, die voldoen aan de voorwaarde van art. 3 § 1 a) en die tot de laatste dag van hun beroepsloopbaan verbonden waren door een arbeidsovereenkomst aan één van de diensten bedoeld in art. 1 hebben recht op het aanvullend sociaal voordeel tot op het moment dat zij de wettelijke pensioenleeftijd bereiken.

Art. 5

Voor de berekening van het sociaal voordeel bedoeld in art.3 moet onder maand worden verstaan, elke maand tijdens dewelke de arbeidsovereenkomst ten laatste op de vijftiende is ingegaan en elke maand tijdens dewelke de arbeidsovereenkomst werd beëindigd na de vijftiende.

HOOFDSTUK IV - BEDRAG

Art. 6

Het bedrag van het aanvullend sociaal voordeel wordt als volgt vastgesteld:

§ 1. Voor de werknemers bedoeld in art. 3 § 1, art. 4 §§ 1 tot 5 :

- a) De voltijdse werknemers: 116,51 €
- b) De deeltijdse werknemers: 78,09 €
- c) De werknemers die in de twee arbeidsstelsels werken: 9,72 € voltijds gepresteerde of gelijkgestelde maand + 6,52 € deeltijds gepresteerde of gelijkgestelde maand.

§ 2. Voor de werknemers bedoeld in art.3 § 2 :

- a) De voltijdse werknemers: 9,72 € per gepresteerde of gelijkgestelde maand;
- b) De deeltijdse werknemers: 6,52 € per gepresteerde of gelijkgestelde maand;

- c) De werknemers die in de twee arbeidsstelsels werken: 9,72 €voltijds gepresteerde of gelijkgestelde maand + 6,52 €deeltijds gepresteerde of gelijkgestelde maand.

HOOFDSTUK V - BETALINGSMODALITEITEN

Art.7

De werkgevers bedoeld in artikel 6 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 18.11.2002, **vermeld** in art. 2 van deze collectieve arbeidsovereenkomst, geven, v^oôr 15 maart, aan **elke** werknemer tewerkgesteld in **hun** dienst **tijdens** het vorige sociaal boekjaar een **formulier** dat behoorlijk in **tweevoud moet** worden ingevuld en ondertekend, waarvan het **model** bepaald wordt door het Paritair Subcomité 318.01.

Deze **formulieren** worden aan de werkgevers bezorgd door het sociaal fonds voor de diensten voor gezins- en bejaardenhulp v^oôr 15 januari.

Vanaf het tweede sociaal boekjaar van het brugpensioen verstrekt het sociaal fonds, v^oôr 15 maart aan elke bruggepensioneerde een formulier dat behoorlijk in tweevoud moet worden ingevuld en ondertekend door de secretaris van dit fonds, waarvan het model wordt bepaald door het Paritair Subcomité 318.01.

Art. 8

De personen die voldoen aan de toekenningsvoorwaarden bedoeld in de artikelen 3 en 4 bezorgen één van de **werknemersorganisaties** vermeld in artikel 3 § 1 a), waarvan zij **lid** zijn, het formulier, bedoeld in artikel 7, in tweevoud terug.

Deze organisatie controleert het effectieve lidmaatschap van de betrokkene, evenals de rechtvaardiging van zijn recht, berekent het bedrag van het sociaal voordeel en **schrijft** een **cheque** uit op **naam** van de betrokkene. Het formulier "vakbondspremie **zal**, ter **controle**, een **volgnummer** dragen en de stempel van één van de representatieve werknemersorganisaties bedoeld in artikel 3 § 1 a).

De **controle** en betaling gebeuren van 1 **april tot 15 september**.

De laattijdige formulieren zullen betaald worden in de **periode** van 1 april tot 15 september van het volgend jaar.

Art. 9

Op vraag van een vakorganisatie kan het sociaal fonds een voorschot toekennen op de vakbondspremies die aan de aangesloten werknemers **moeten** betaald worden.

De vakorganisatie moet **specificeren** vanaf **welke** bankrekening, arbeider of bediende, zij dit voorschot wenst te verwezenlijken.

Het voorschot kan gevraagd worden vanaf de maand april van **elk** jaar en gaat **over 80 %** van de **som** die vorig jaar betaald werd.

Art. 10

V^oôr 15 oktober bezorgt elk van de organisaties bedoeld in artikel 3 § 1 a) het fonds een **afrekening** met het totale bedrag van de betaalde sociale voordelen, verhoogd met de administratieve kosten die er betrekking op hebben, **zoals** bepaald door de raad van beheer van het sociaal fonds.

Deze afrekening is vergezeld van een kopie van het originele formulier.

Het sociaal fonds zal de werknemersorganisaties terugbetalen na ontvangst van hun gedeeltelijke of **definitieve afrekeningen**.

De afrekeningen ontvangen na de uiterste **datum** van 15 november zullen automatisch het volgende jaar betaald worden.

f

De werknemersorganisaties zijn verplicht om de aanvraagformulieren, die gecontroleerd kunnen worden door de daartoe door de raad van bestuur aangestelde personen, gedurende drie jaar te bewaren.

HOOFDSTUK VI - SLOTBEPALINGEN

Art. 11

Deze collectieve arbeidsovereenkomst herroept en vervangt vanaf 1 januari 2007 deze van 8 oktober 2001 tot vaststelling van het bedrag en de toekennings- en betalingsmodaliteiten van een aanvullend sociaal voordeel, ten laste van het sociaal fonds voor de gezins- en bejaardenhulp, door het Waalse Gewest, de Duitstalige Gemeenschap en door de Franse Gemeenschapscommissie en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Art. 12

Deze collectieve arbeidsovereenkomst wordt van kracht op 1 januari 2007. Zij wordt gesloten voor onbepaalde duur.

Zij kan door elk van de partijen worden opgezegd, mits een opzeggingstermijn van drie maanden wordt nageleefd, betekend bij een ter post aangetekende brief, gericht aan de voorzitter van het Paritair Subcomité 318.01.

✓

Bijlage bij de collectieve arbeidsovereenkomst van 21 mei 2007 tot vaststelling van het bedrag en van de toekennings- en betalingsmodaliteiten van een aanvullend sociaal voordeel ten laste van het sociaal fonds voor de diensten voor gezins- en bejaardenhulp in de diensten gesubsidieerd door het Waalse Gewest, de Duitstalige Gemeenschap, de Franse Gemeenschapscommissie en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

In het kader van de toepassing van deze collectieve arbeidsovereenkomst moet onder gepresteerde dagen worden verstaan, de dagen of gedeelten van dagen effectiefbesteed aan het werk.

Onder gelijkgestelde dagen wordt verstaan:

1. De niet-gepresteerde dagen of gedeelten ervan waarvoor de werkgever verplicht is een vergoeding te betalen (bijvoorbeeld: gewaarborgd loon, feestdagen, kort verzuim, ...);
2. De dagen tijdens dewelke de uitvoering van de arbeidsovereenkomst wordt geschorst omwille van jaarlijkse vakantie waarop de werknemers op grond van de wetten betreffende de jaarlijks verlof van de loontrekkende werknemers recht hebben;
3. De zesde niet-gepresteerde dag van elke vijfdagenweek, indien de wekelijkse arbeid, tijdens het kwartaal, verdeeld is over ofwel vijf, ofwel meer dan vijf dagen;
4. De dagen begrepen in de eerste twaalf maanden van de periode van gedeeltelijke ongeschiktheid, volgend op een volledige tijdelijke arbeidsongeschiktheid, op voorwaarde dat het erkende percentage van de gedeeltelijke tijdelijke arbeidsongeschiktheid ten minste gelijk is aan 66 %;
5. De dagen zwangerschaps- en bevallingsrust: zeven weken (negen in geval van meergeboorte) voor en acht weken na de bevalling; als de arbeidster effectief slechts gestopt is met haar beroepsarbeid minder dan zes weken (acht bij meergeboorte) voor haar bevalling, wordt de gelijkstelling verlengd met een termijn die overeenstemt met de periode tijdens dewelke zij is blijven werken vanaf de zesde week (achtste bij meergeboorte) die voorafgaat aan haar bevalling;
6. De erkende borstvoedingsperiodes;
7. De gewone dagen van wederoproeping onder de wapen waarvan de duur 74 of 66 dagen niet mag overschrijden, naargelang de werknemer al dan niet deelneemt aan de opleiding tot het reservekader;
8. De dagen besteed aan het volbrengen van burgerplichten (voogd, lid van een familieraad, getuige bij een rechtszaak, jurylid, kiezer, lid van een stembureau);
9. De dagen besteed aan de uitoefening van een publiek mandaat en vakbondsverplichtingen opgenomen in artikel 16, 9° en 10° van het koninklijk besluit van 30 maart 1967, gewijzigd door het koninklijk besluit van 20 juli 1970;
10. De dagen van deelname aan stage of studiedagen gewijd aan de vakbondsvorming, georganiseerd door de representatieve werknemersorganisaties of door de gespecialiseerde instituten erkend door de bevoegde Minister gedurende maximaal twaalf dagen per jaar;
11. Stakingsdagen of lock-outs, onder de volgende voorwaarden:
 - a) De werknemers moeten ten minste één van de achtentwintig opeenvolgende dagen voorafgaand aan de dag van het begin van de staking of de lock-out effectief tewerkgesteld geweest zijn;
 - b) De staking moet voorafgegaan zijn door een verzoeningspoging door een bemiddelaar, gekozen door de partijen of op vraag van een van hen, door de Minister van Werk. Zij moet tot stand komen bij het aflopen van een collectieve stakingsaanzegging, betekend door een vakorganisatie vertegenwoordigd in het paritair comité voor de diensten voor gezins- en bejaardenhulp. Deze aanzegging kan ten vroegste betekend worden op de zevende dag die volgt op eerste vergadering belegd door de gekozen of

X

aangestelde **bemiddelaar**. Zij wordt betekend, **ofwel** via een ter post aangetekende **brief**, aan **elke** werkgever individueel, ofwel door toevoeging aan de notulen van een verzoeningsvergadering. Zij wordt van kracht de dag die **volgt** op diegene waarop de aanzegging wordt betekend en **duurt ten minste** zeven dagen;

12. De dagen gedeeltelijke werkloosheid;
13. De **periode extra-legaal** verlof, toegestaan door de werkgever aan de **buitenlandse** werknemers die naar hun **land** terugkeren;
14. Voor de jonge werknemers, de schoolperiode en de **periode** tussen de datum waarop zij de school verlaten en het begin van hun eerste arbeidsovereenkomst (met een maximum van vier maanden, deze **limiet** wordt op **31 december** gebracht voor de jongeren die het schooljaar hebben beëindigd).

De rechten **moeten** op dezelfde manier worden berekend **als** bepaald door de wetgeving betreffende het jaarlijks verlof van de arbeiders, dit **wil** zeggen dat het begin van de eerste arbeidsovereenkomst zich moet bevinden binnen de vier maanden na het einde van de studies; deze limiet wordt op **31 december** gebracht (ofwel ongeveer zes maanden) voor de jongeren die het schooljaar volledig hebben beëindigd.

In dit **geval** worden de **periode** die nog op school wordt doorgebracht en het gedeelte van de vier (of zes) niet-gewerkte maanden die vallen tussen de datum dat zij de school verlaten en 31 december van het lopende jaar gelijkgesteld met normale werkdagen.